

YOUAGAGRI

Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
MAI-JUIN 2025

Politiques économique, agricole, environnementale

SERBIE – Nouveau ministre de l'agriculture sous pression des producteurs de lait et céréalier

CAA 05/06/25

Les agriculteurs serbes demandent au nouveau ministre de l'agriculture, Dragan Glamočić, de veiller à ce que les subventions soient versées en temps voulu, des actions face au prix du lait et des céréales en baisse.

Les laiteries de toute la Serbie ont réduit le prix d'achat du lait au cours des deux derniers mois en raison du pic de production de printemps. « Le prix moyen actuel payé aux petits et moyens producteurs est d'environ 0,34 € par litre, tandis que les grandes exploitations reçoivent jusqu'à 0,55 € », selon M. Palamarevic, qui exploite une ferme près de Kraljevo avec 170 têtes de bétail, dont 100 vaches laitières. C'est 0,10 € en dessous des coûts de production. Il a également fait part de ses inquiétudes concernant le laboratoire de pointe dédié au contrôle de la qualité du lait, dont le ministère de l'Agriculture a annoncé l'ouverture début 2026. « Ce sera un nouveau coup dur pour les producteurs », a-t-il déclaré. « Les petits agriculteurs ne peuvent tout simplement pas respecter les normes microbiologiques auxquelles se conforment les grandes exploitations robotisées, en particulier celles qui ont bénéficié du soutien de l'État. »

Il a établi un parallèle avec la crise laitière d'il y a deux ans, lorsque de nombreux producteurs étaient au bord de la faillite jusqu'à ce que le gouvernement réagisse en augmentant les primes laitières et les subventions pour les génisses et les vaches laitières. « Si les mesures proposées par le ministre sont mises en œuvre, des milliers d'étables à travers la Serbie fermeront leurs portes et les agriculteurs seront contraints de vendre leurs troupeaux », a averti M. Palamarevic. Il a souligné que les producteurs laitiers ne sont pas disposés à accepter ce qu'ils considèrent comme un traitement injuste de la part de l'État. Une réunion est prévue dans les prochains jours afin de coordonner une

réponse collective à ce qu'ils considèrent comme des politiques agricoles néfastes.

Le ministre en retour a exigé des données sur la représentativité des organisations (nombre total de membres, le type principal d'activité agricole, la taille estimée des terres agricoles cultivées ou le nombre de têtes de bétail, ainsi qu'une liste des représentants autorisés, accompagnée des signatures des membres confirmant que ces représentants sont autorisés à agir en leur nom).

En parallèle, le ministère, bien que déclarant que les sujets ne soient pas liés et agissant seulement en réponse à la situation épidémiologique mondiale actuelle, a mis en place des contrôles plus stricts sur la délivrance des autorisations d'importation et de transit pour les produits soumis à un contrôle vétérinaire et sanitaire (produits laitiers et carnés). Le ministère a souligné qu'il ne s'agit pas d'une restriction des importations, mais plutôt d'un contrôle sanitaire supplémentaire des expéditions, basé sur une évaluation détaillée des risques. La fièvre aphteuse est mentionnée avec des cas signalés en Hongrie.

Ces mesures dommageables pour les laiteries, dont les intérêts français (Savencia et Lactalis) ont conduit le poste à réagir (courrier de la délégation de l'UE, de la chambre européenne, rencontre bilatérale) pour rappeler les engagements de la Serbie dans son accord d'association avec l'UE. Des licences d'importations ont à nouveau été octroyées.

SERBIE – Stratégie décennale du secteur

CAA 19/06/25

Il a annoncé le rétablissement de la souveraineté alimentaire comme objectif central de la nouvelle stratégie décennale de la Serbie pour l'agriculture et le développement rural, qui guidera le secteur jusqu'en 2034. Le projet d'expert sera bientôt présenté au public, avec des mesures proposées comprenant des bourses vertes pour les jeunes ruraux, des repas scolaires provenant de fermes locales, une régulation systématique des prix des denrées alimentaires et une augmentation significative des investissements dans le développement rural.

Selon le professeur Tatjana Brankov, auteur principal de la stratégie et conseillère spéciale du ministre de l'Agriculture, ce plan marque un changement stratégique dans la politique agricole de la Serbie, visant à renforcer ses secteurs les plus vulnérables, tels que l'élevage porcin, la production laitière et la fabrication nationale d'intrants agricoles. « Nous nous efforçons de rétablir la souveraineté alimentaire en favorisant l'innovation, en encourageant le transfert de connaissances et en nous harmonisant avec la réglementation agricole de l'UE », a déclaré Mme Brankov à la chaîne de télévision nationale RTS. « Un élément clé de ce changement sera également une modification fondamentale du mode de subventionnement de l'agriculture. » Actuellement, 88 % du budget agricole de la Serbie est consacré aux paiements directs aux agriculteurs, tandis qu'une petite partie seulement soutient le développement rural. « La stratégie recommande un rééquilibrage substantiel », a déclaré M. Brankov. « Bien que le budget 2025 soit déjà fixé et ne puisse être modifié, nous prévoyons que les allocations au développement rural passeront à 15 % au cours des trois prochaines années. À la fin de la période couverte par

la stratégie, l'objectif est de 30 %, conformément aux normes de l'Union européenne. »

La stratégie met fortement l'accent sur la jeunesse et l'éducation, en introduisant des bourses vertes pour soutenir les étudiants issus de familles d'agriculteurs qui poursuivent des études en médecine vétérinaire, en agronomie, en agroécologie et dans des disciplines connexes, dans le but d'assurer la continuité générationnelle dans l'agriculture. Une autre initiative majeure est le programme de repas scolaires, conçu pour approvisionner les écoles en fruits, légumes, lait et viande provenant de sources locales. « Cette initiative améliore non seulement la nutrition, mais contribue également à réduire les excédents agricoles », a expliqué M. Brankov. « Nous organiserons également des ateliers éducatifs pour les enfants, afin d'aborder les préoccupations liées à la teneur excessive en sel, en graisses trans et en autres ingrédients nocifs dans les repas scolaires. »

La stratégie propose également la création d'un médiateur alimentaire, une nouvelle institution chargée de protéger les droits des consommateurs et de superviser la réglementation des prix des denrées alimentaires. « Il s'agit de l'une des nombreuses propositions qui seront soumises à la consultation publique. Des modèles similaires sont adoptés dans toute la région. La Serbie doit établir des règles claires dans ce domaine », a souligné M. Brankov, selon RTS.

SERBIE – Décrets sur la commercialisation des produits laitiers contenant des huiles végétales, les produits carnés congelés et projet de loi sur la production biologique

CAA 12/06/25

Le ministère de l'Agriculture a publié un décret sur les règles de commercialisation des produits laitiers contenant de l'huile de palme (affichage particulier) et annoncé un décret à venir sur les produits carnés congelés. Il a annoncé début juin que le projet de loi sur la production biologique introduit des changements importants qui auront un impact sur tous les acteurs de la chaîne de production biologique, notamment la réglementation de la production en groupe. Plus précisément, les transformateurs ne seront plus autorisés à agir en tant qu'organismes de la production ou à détenir des certificats au nom de groupes de producteurs entiers. La consultation publique sur le projet de loi a débuté le 10 juin et se poursuivra jusqu'au 5 juillet. Selon les modifications proposées, le titulaire du certificat doit désormais être un producteur organisé en tant qu'entité juridique. Pour la première fois, la loi introduit un registre des producteurs biologiques et oblige les producteurs à déclarer leurs activités à l'autorité compétente. « Le système de contrôle de la production biologique sera renforcé par l'introduction d'inspections officielles, de mesures de précaution plus strictes et de contrôles plus approfondis, autre innovation clé apportée par la loi », a déclaré le ministère. En outre, l'autorisation des organismes de contrôle chargés de l'inspection et de la certification dans le domaine de la production biologique sera désormais valable quatre ans au lieu d'un an auparavant. Les entités engagées dans la production biologique disposeront d'une période de transition de 18 mois pour se conformer aux nouvelles dispositions légales. Le ministère a invité les représentants des institutions publiques, des organisations, des associations, des entreprises, des experts

et des autres parties intéressées à examiner le projet de loi sur la production biologique via le site web du ministère et le portail e-Consultations dans le cadre du débat public en cours.

Politiques commerciales, innovation, recherche

SERBIE – La Serbie maintient son excédent commercial agricole et alimentaire en 2024

Agroforum SER - 25/05/2025

Selon l'Office statistique de Serbie, le pays a maintenu un solde positif dans le commerce agricole et alimentaire tout au long de l'année 2024. Les exportations ont atteint 5,14 milliards d'euros, soit une augmentation de 9,5 % par rapport à l'année précédente. Les importations au cours de la même période ont totalisé 3,94 milliards d'euros, ce qui se traduit par un excédent commercial de 1,2 milliard d'euros.

Cette tendance à la hausse s'est poursuivie en 2025. Le magazine hebdomadaire NIN rapporte que le ministère de l'Agriculture a annoncé qu'au premier trimestre de l'année, les exportations agricoles et alimentaires ont atteint 1,31 milliard d'euros (soit une hausse de 10,9 % par rapport au premier trimestre 2024), ce qui a permis d'enregistrer un excédent de 248,6 millions d'euros. Le ministre de l'Agriculture, Dragan Glamocic, a souligné que ces chiffres confirment que l'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus stables et les plus compétitifs de Serbie. Il a mis en avant la forte demande internationale pour les produits alimentaires serbes, en particulier au sein de l'Union européenne. Afin de soutenir cette dynamique, le ministère a réaffirmé son engagement à soutenir les producteurs orientés vers l'exportation, en mettant l'accent sur l'innovation, l'amélioration de la qualité et le respect des normes de l'UE et des marchés partenaires.

Cependant, les nouvelles réglementations de l'UE posent des défis aux exportateurs serbes. Les grandes entreprises opérant dans l'UE sont désormais tenues de communiquer sur l'impact de leurs activités sur la société et l'environnement. Cela inclut des rapports détaillés sur les fournisseurs, les salaires, la consommation d'énergie et les droits des travailleurs, des exigences qui s'appliquent de plus en plus aux exportateurs de pays comme la Serbie. Si les nouvelles règles visent à améliorer la transparence, de nombreuses entreprises serbes ne disposent pas des systèmes et des ressources nécessaires pour s'y conformer pleinement. Bien que l'obligation de déclaration pour les petites entreprises ait été reportée à 2027 ou 2028 et qu'une proposition visant à réduire le nombre d'entreprises concernées soit à l'étude, les attentes du marché restent élevées. Les entreprises serbes sont confrontées à des obstacles financiers et techniques pour s'adapter à ces normes en constante évolution. Même si les délais réglementaires changent, la demande croissante en matière de durabilité et de pratiques commerciales responsables continuera à façonner le paysage concurrentiel.

ALBANIE – Importation de produits carnés d'Ukraine

Agroforum SER - 25/05/2025

L'Albanie envisage la possibilité d'importer du bœuf, de l'agneau et des produits transformés en provenance d'Ukraine, selon le service de presse du ministère ukrainien de la Politique agricole et de l'Alimentation à la suite d'une réunion entre le ministre Vitaliy Koval et l'ambassadeur de la République d'Albanie en Ukraine, Ernal Filo.

Selon le ministre, cette année, l'Ukraine a réorienté sa politique nationale vers l'élevage et a commencé à augmenter la production de bétail, de viande rouge et de produits transformés, ce qui a intéressé l'Albanie, où la demande en produits carnés a augmenté en raison de l'augmentation du nombre de touristes.

« L'Albanie est intéressée par l'importer de la viande d'Ukraine (bœuf et agneau), ainsi que des produits transformés. Dans le même temps, elle souhaite augmenter ses livraisons de légumes de serre sur le marché ukrainien ». Les deux pays vont travailler à la simplification des procédures douanières, et un comité mixte ukraïno-albanais sera mis en place cette année.

Politiques alimentaires et sanitaires

SERBIE – Nouveau CVO formé à l'ENSV-FVI

CAA - 07/06/2025

Boban Djuric a été nommé Chief veterinary officer (CVO) mi-mai par le nouveau ministre de l'agriculture. Il succède à Zivko Matijevic. Lors d'une rencontre avec le CAA le 7 juin, il a souligné sa proximité avec le modèle français et rappelé avoir bénéficié d'une formation en 2018 à l'ENSV-FVI pendant 3 semaines. La réunion a permis de discuter des certificats d'importation des bovins et ovins vivants, des règles de transit et du jumelage chapitre 12.

SERBIE – Annonce de la création d'un laboratoire central pour la qualité du lait

Agroservis - 07/06/2025

Le ministre serbe de l'Agriculture, des Forêts et de la Gestion de l'eau, Dragan Glamočić, a annoncé hier le lancement prochain du Laboratoire central de contrôle de la qualité du lait, dont l'entrée en fonction est prévue pour janvier 2026, en même temps que ainsi qu'un rôle élargi pour le laboratoire national de référence à Batajnica. L'annonce a été faite lors de la conférence sur la conférence sur la sécurité alimentaire qui s'est tenue dans le cadre de la 92e Foire agricole internationale à Novi Sad, selon un communiqué du ministère.

du ministère. Les résultats du laboratoire de contrôle de la qualité du lait serviront de base au calcul des prix du lait et des primes aux producteurs.

et les primes aux producteurs, ce qui permettra d'introduire une plus grande transparence et d'encourager les producteurs à améliorer la qualité. « Le lait de meilleure qualité

Le lait de meilleure qualité obtiendra le meilleur prix et la prime la plus élevée, ce qui constitue un système équitable pour tous.

équitable pour tous. Il est temps de mettre fin à la pratique selon laquelle une seule partie détermine la qualité, le prix et les conditions de paiement.

de paiement », a déclaré M. Glamočić. Il a souligné que la sécurité alimentaire a été la principale préoccupation du public au cours des dix derniers jours.

Il a salué le travail des services d'inspection, en particulier l'inspection vétérinaire, qui, selon lui, a démontré que la surveillance réglementaire peut être efficace, transparente et orientée vers le consommateur. Le ministre a également souligné l'importance d'un système intégré de gestion des risques

de gestion intégrée des risques impliquant les autorités d'inspection phytosanitaire, agricole et sanitaire. En outre,

Glamočić a souligné les bonnes performances de la Serbie en matière d'exportation, notant que le pays est actuellement un exportateur net de denrées alimentaires.

exportateur net de denrées alimentaires. Il a indiqué que 56 installations sont actuellement autorisées à exporter vers l'Union européenne, 69 vers l'Eurasie et 20 vers l'Afrique du Sud.

Union européenne, 69 vers l'Union eurasiennne et plus de 100 vers la région de l'ALECE.

Actualités filières

SERBIE – Carrefour maintient ses plans d'expansion en Serbie malgré l'échec des négociations pour l'instant.

Executive news 28/05/2025

Retail and More, une filiale du groupe grec AVE, n'a pas réussi à acquérir plusieurs chaînes de magasins en Grèce, en Serbie et en Bulgarie, malgré des efforts soutenus. Le géant français de la distribution Carrefour, par l'intermédiaire de sa filiale grecque, qui détient les droits exclusifs d'expansion de la marque dans toute l'Europe du Sud-Est, a tenté à plusieurs reprises de pénétrer le marché serbede la distribution. Selon le portail Retail Serbia, après la signature d'un accord de franchise, la société grecque a commencé à chercher un partenaire local en Serbie. Après avoir échoué, elle a entamé des pourparlers d'acquisition avec une chaîne de magasins nationale (DIS), qui n'ont pas abouti non plus. Comme l'ont rapporté les médias grecs, Retail and More a reconnu que l'expansion de son réseau de vente au détail n'avait pas progressé aussi rapidement que prévu, mais a réaffirmé son engagement à poursuivre la croissance

régionale. Retail and More a souligné qu'elle détient les droits de franchise principale pour la Serbie, la Macédoine du Nord et l'Albanie, et que les plans d'expansion sur ces marchés restent d'actualité. Fin 2024, la société exploitait 46 magasins sous la marque Carrefour. Malgré un chiffre d'affaires multiplié par trois, la société a enregistré une perte de 3,3 millions d'euros.

Agendas, évènements, visites

Macédoine du Nord – Séminaire de clôture du FEF-R terroirs balkaniques

CAA, 30 mai 2025

La première rencontre régionale 2025 du réseau des praticiens des indications géographiques dans les Balkans occidentaux, s'est tenue à Skopje les 26 et 27 mai 2025 à Skopje. Cette rencontre marque la conclusion du projet FEF-R régional « valorisation des terroirs balkaniques à haute valeur environnementale » (High nature value terroirs in Balkans).



Il a démarré en juillet 2024 et se clôturera mi-juillet 2025. Il a pour but d'appuyer 5 groupes de producteurs/éleveurs engagés dans une démarche de valorisation de la qualité de leurs productions agricoles issus de milieux à haute valeur environnementale, à l'aide d'une Indication géographique protégée (IGP) ou une appellation d'origine protégée (AOP).

Les cinq organisations venant en appui aux 5 groupes d'agriculteurs/éleveurs engagés dans une démarche de valorisation sont en Albanie: Eleveurs de chèvres de Haas (IG) avec l'appui du RASP (Programme de Soutien aux Associations Rurales) ; en Bosnie-Herzégovine: Association des producteurs de fromage de Livno (IG) avec l'appui d'AIDA (Association Internationale pour le Développement de l'Agro-environnement) ; en Macédoine du Nord: Association des producteurs de fromage de Malesh avec l'appui de l'association de protection de l'agriculture et des produits agricoles de tradition et d'origine protégés ; au Kosovo: Association des producteurs de fromage de Sharr (IG) avec l'appui de KsIIP (Kosovo Institute of Intellectual Property) ; en Serbie: association des éleveurs d'agneau de Sjenica et association de la framboise d'Arilje (avec l'appui de Mena Group). Le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) était en charge de l'animation technique des opérateurs. Près de 50 participants ont participé (représentants des autorités agricoles en charge de la politique de la qualité des produits alimentaires des 5 pays associés, ONG, chercheurs, agences de coopération, organisation internationale (FAO, OMPI), Commission européenne). L'objectif poursuivi était triple :

- accompagner le processus d'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE. Les secteurs agricoles et agroalimentaires des Balkans occidentaux doivent relever d'immenses défis pour être prêts à rejoindre la ferme Europe d'ici l'adhésion à l'Union Européenne (UE). Leur manque de compétitivité est un des défis majeurs. Les stratégies de développement de tous les pays sont axées sur la structuration des chaînes de valeur et la création de valeur ajoutée, susceptibles de maintenir les populations dans les zones rurales. La spécificité des terroirs et des savoir-faire dans ces pays sont des atouts à valoriser, par des signes de qualité des produits agricoles, à bâtir, protéger et promouvoir auprès des consommateurs locaux et touristes. L'UE accompagne l'harmonisation des cadres juridiques permettant la reconnaissance et la protection des signes officiels de qualité (IG, AO) dans le cadre du chapitre 11 de la négociation d'adhésion.
- Protéger les zones agropastorales : Les Balkans sont couverts à plus des 2/3 par des zones montagneuses à forte tradition agropastorale, dont les externalités sont une composante essentielle de l'offre touristique possible dans ces territoires (paysage, produits fermiers, artisanat, accueil agrotouristique, circuit de randonnée, etc.). Dans le contexte de l'inscription de la pratique agropastorale au patrimoine immatériel mondial de l'UNESCO (concrétisé pour l'Albanie, en chantier pour les autres pays) et du développement agrotouristique au cœur des stratégies de convergence de ces pays. Le projet soutient également la mise en œuvre de l'agenda vert des Balkans occidentaux avec la préservation de la biodiversité et le stockage du carbone dans les espaces agropastoraux reconnus à haute valeur environnementale.
- Porter la stratégie d'influence de la France en matière d'IG : La certification de la qualité et la structuration des producteurs sont partie intégrante des acquis à reprendre dans le chapitre 11. Les autorités agricoles des 5 pays associés dans le FEF-R seront associées à l'évènement de clôture en mai 2025. L'objectif est d'utiliser le projet pour faire avancer le dialogue en cours entre autorités agricoles françaises, européennes et de ces pays. Ce dialogue porte sur l'harmonisation des procédures de reconnaissance et de protection des IG et l'adhésion à l'arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Un réseau des praticiens est né. Il cherche à poursuivre son action dans le cadre d'appels à projets comme l'Interreg ADRION ou Balkan BOOST.

SERBIE – Rencontre du nouveau ministre de l’agriculture

CAA, 10 juin 2025

L’ambassadeur de France a rencontré Dragan Glamocic, nommé le 15 avril



2025, au sein du gouvernement Macut, ministre en charge de l’agriculture, des forêts et de la gestion des eaux (MinPolj). Le ministre de l’agriculture a affiché sa volonté d’une coopération accrue avec la France dans le cadre de la déclaration d’intention signée en 2024. Il a

pour objectif d’augmenter les importations de reproducteurs bovins viande de races françaises dans le cadre d’un programme de subvention, qui sera prochainement mis en place. Il veut valoriser le potentiel pastoral serbe pour développer la production de viande à destination du marché européen. Il s’est dit prêt à résoudre les problèmes de certification vétérinaire. Il a accueilli favorablement sans plus de précision, l’offre de la France en matière de renforcement des capacités sur le chapitre 12 (jumelage). Il a validé la proposition du directeur des services phytosanitaires de préparer un courrier manifestant leur intérêt à une coopération avec les services de contrôle de la qualité des semences et faire une demande de Taix pour une visite d’étude en France. Concernant les restrictions aux importations introduites pour les produits laitiers, il s’est voulu rassurant en affirmant qu’il dialoguait avec les entreprises françaises et avait autorisé des volumes au cas par cas. Le ministre a rappelé son intérêt pour le financement par l’AFD du projet HYFLO de gestion de l’eau et de lutte contre les crues du Danube et solliciter un délai additionnel pour permettre la signature de l’accord de financement en Septembre 2025.

SERBIE – Salon agricole de Novi Sad – présence française sur le pavillon UE

CAA – 21/05/25

Le salon agricole de Novi Sad est le salon majeur du secteur dans toute la



région. La fréquentation était en baisse en 2025 avec moins de 100.000 visiteurs, principalement en raison de l’absence des animaux cette année dans le contexte de l’épidémie de fièvre aphteuse.

Pour la France, le CAA a assuré une présence le mardi 20 mai, et organisé en particulier 2 événements: une participation de la France à la séquence « EU bite with France » sur l’espace cuisine et la participation d’une experte française à la conférence Agri talks : Innovations vétérinaires et bien-être animal. L’ambassadeur de France en Serbie, M. Pierre Cochard, a présenté aux côtés du fromager Olivier Druzny, un assortiment de fromages, de vins, accompagnés de pain

à la française, permettant de faire un tour de France des savoir-faire. Le financement BAI a permis d'acheter ces produits. L'experte était Delphine Da Silva de l'entreprise française OBIONE. Elle a présenté plusieurs innovations en matière de bien-être animal et de médecine vétérinaire : l'approche Happy, l'intelligence artificielle appliquée à l'analyse du comportement des vaches pour de l'aide à la décision de l'éleveur, le premier traitement entièrement naturel contre la cryptosporiose du veau. Elle est intervenue aux côtés d'un représentant du ministère de l'agriculture, direction vétérinaire (Mme Maja Andrijasevic, cheffe de l'unité du bien-être animal) et du représentant de la délégation de l'union européenne Andrej PAPIĆ, en charge des sujets vétérinaires. La traduction de l'intervention et du support d'intervention était assurée par la chambre de commerce et d'industrie franco-serbe (CCIFS – Mme Lora Boziz).

SERBIE – Field day AXEREAL

CAA, 29 mai 2025

Axereal a organisé une journée de présentation en Voïvodine (Sirig) de ses variétés d'orge, maïs et blé auprès de 250 agriculteurs de toute la région. L'occasion d'échanger avec leurs producteurs agricoles et partenaires commerciaux et de leur présenter les nouveautés de leur offre. Grâce à une sélection génétique rigoureuse spécialement adaptée aux conditions serbes, leurs variétés sont en excellent état et se présentent très bien malgré une année sèche. Les thèmes abordés ont été les suivants : Sélection de nouvelles variétés de blé, d'orge et d'orge brassicole ; Nouvelles opportunités commerciales, grâce à des contrats allant de la phase de semis à la récolte et à l'achat de céréales ; Qualité des semences. Une opération d'envergure qui marque la volonté de monter en puissance de l'entreprise française dans la région, forte de ses résultats au champ.



Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service Economique Régional de Belgrade à l'adresse :

www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail